

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/BUR/37/1
16 septembre 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

Trente-septième session
BUREAU

ORGANISATION DE LA TRENTE-SEPTIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE
GENERALE, ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET REPARTITION DES QUESTIONS
INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

Mémoire du Secrétaire général

SOMMAIRE

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 3	2
II. ORGANISATION DE LA SESSION	4 - 20	2
III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	21 - 23	8
IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR	24 - 37	26

I. INTRODUCTION

1. Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre au Bureau, pour examen, les observations et propositions suivantes concernant le rapport que le Bureau doit présenter à l'Assemblée générale au sujet de l'organisation de la trente-septième session ordinaire, de l'adoption de l'ordre du jour et de la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour.
2. Par sa décision 34/401 (A/520/Rev.14, annexe VI), l'Assemblée générale a adopté un certain nombre de dispositions visant à rationaliser ses procédures et l'organisation de ses travaux. Etant donné qu'un grand nombre de ces dispositions - par exemple celles relatives à la durée des explications de vote (par. 6), au droit de réponse (par. 8 à 10) et à la procédure de vote à l'occasion d'élections (par. 16) - ont déjà été appliquées aux trente-quatrième, trente-cinquième et trente-sixième sessions, il n'en est plus fait mention dans le présent document.
3. En revanche, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les dispositions qui n'ont pas encore été appliquées ou qui ne l'ont été que partiellement; le texte de ces dispositions est reproduit ci-après.

II. ORGANISATION DE LA SESSION

A. Bureau

4. Le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur les paragraphes 1 et 2 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.14, annexe VI), libellés comme suit :

"1. Le Bureau doit, au début de chaque session, examiner la manière de rationaliser au mieux les travaux de la session.

2. Le Bureau doit en outre se réunir périodiquement pendant toute la durée de la session pour examiner les progrès des travaux et présenter à l'Assemblée générale des recommandations relatives au programme général de la session et aux mesures visant à améliorer ses travaux."

B. Horaires des séances

5. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 3 de sa décision 34/401 (ibid.), libellé comme suit :

"3. Tant les séances plénières que les séances des commissions doivent commencer à 10 h 30 et à 15 heures et, afin d'accélérer les travaux de l'Assemblée générale, toutes les séances doivent être ouvertes promptement à l'heure prévue."

C. Débat général

6. Compte tenu du nombre des délégations déjà inscrites sur la liste des orateurs, le Secrétaire général suggère que le débat général commence le lundi 27 septembre et s'achève le vendredi 15 octobre 1982.
7. Conformément à la pratique établie, le Secrétaire général suggère également que la liste des orateurs désirant participer au débat général soit close le mercredi 29 septembre à 18 heures.

D. Explications de vote

8. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 7 de sa décision 34/401 (ibid.), libellé comme suit :

"7. Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure du possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission."

E. Date de clôture de la session

9. Conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement intérieur et compte tenu de la recommandation du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale tendant à ce que l'Assemblée se réunisse pendant une période de 13 semaines (A/520/Rev.14, annexe V, par. 4), le Secrétaire général propose de fixer au mardi 21 décembre la date de clôture de la trente-septième session.

F. Comptes rendus des séances des grandes commissions

10. Le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur le fait qu'en vertu de l'article 58 du règlement intérieur, le Secrétariat établit des comptes rendus in extenso des séances de la Première Commission. Cet article dispose, en outre, qu'aucun organe de l'Assemblée générale ne peut faire établir à la fois des comptes rendus in extenso et des comptes rendus analytiques. Comme précédemment, le Bureau souhaitera donc peut-être recommander que les comptes rendus in extenso constituent les comptes rendus officiels de la Première Commission et que les comptes rendus analytiques demeurent les comptes rendus officiels des autres grandes commissions. Conformément à la recommandation du Comité spécial /ibid., par. 108 b)7, le Bureau souhaitera peut-être recommander à l'Assemblée générale de laisser à la Commission politique spéciale, pendant la trente-septième session, la faculté, qui lui est donnée traditionnellement, de faire établir, à sa demande expresse, des transcriptions des débats de certaines de ses séances ou de parties desdites séances. En outre, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur l'alinéa e) du paragraphe 10 de sa résolution 2538 (XXIV), en date du 11 décembre 1969, qui est ainsi conçu :

"Les discours ou déclarations prononcés par les représentants, par le Secrétaire général ou son représentant, ou par des personnes présentant des rapports au nom de comités ou autres organes ne pourront être reproduits in extenso dans les comptes rendus ou comme documents officiels que s'ils servent de base de discussion, pourvu que la décision pertinente ait été prise par l'organe intéressé après qu'un état des incidences financières de la décision lui aura été soumis conformément à l'article 13.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies."

A ce propos, le Bureau voudra peut-être aussi recommander à l'Assemblée générale que la pratique consistant à ne pas reproduire in extenso les déclarations faites au sein d'une grande commission soit maintenue pour la trente-septième session.

G. Dispositions des places

11. Conformément à la pratique établie, le Secrétaire général a fait procéder par tirage au sort à la désignation du Membre qui occupera la première place dans la salle de l'Assemblée, les autres Membres devant occuper les places suivantes dans l'ordre alphabétique. Le sort a désigné le Qatar. C'est donc la délégation de ce pays qui occupera la première place à droite du Président, et les autres délégations suivront dans l'ordre alphabétique anglais. La même disposition sera observée dans le cas des grandes commissions.

H. Election des présidents des grandes commissions

12. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur les paragraphes 18 et 19 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.14, annexe VI), ainsi libellés :

"18. Avant la fin d'une session de l'Assemblée générale, les groupes régionaux doivent convenir de la répartition entre eux des postes de président pour la session suivante.

19. Les candidats aux postes de président des grandes commissions doivent être désignés dès que possible."

I. Déclarations de clôture

13. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 17 de sa décision 34/401 (ibid.), ainsi libellé :

"17. Pour gagner du temps en fin de session, l'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent abandonner la pratique des déclarations de clôture, à l'exception de celles des présidents."

J. Questions budgétaires et financières

14. Le Secrétaire général tient à appeler l'attention du Bureau sur l'article 153 du règlement intérieur qui est conçu comme suit :

"Aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses établie par le Secrétaire général. L'Assemblée générale ne vote aucune résolution dont le Secrétaire général prévoit qu'elle entraînera des dépenses tant que la Commission des questions administratives et budgétaires (Cinquième Commission) n'a pas eu la possibilité d'indiquer les incidences de la proposition sur les prévisions budgétaires de l'Organisation."

A cet égard, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 12 de sa décision 34/401 (ibid.), ainsi libellé :

"12. Il est essentiel que les grandes commissions prévoient des délais suffisants pour l'établissement des prévisions de dépenses par le Secrétariat, ainsi que pour l'examen de celles-ci par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par la Cinquième Commission, et qu'elles tiennent compte de cette nécessité lorsqu'elles adoptent leur programme de travail."

15. Le Bureau souhaitera peut-être également rappeler le paragraphe 13 de sa décision 34/401 (ibid.), qui est ainsi conçu :

"13. En outre :

a) Une date limite obligatoire - le 1er décembre au plus tard - doit être fixée pour la présentation à la Cinquième Commission de tous les projets de résolution ayant des incidences financières;

b) La Cinquième Commission doit, comme pratique générale, envisager d'accepter sans débat les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les incidences financières des projets de résolution, jusqu'à concurrence d'un montant limite prescrit, à savoir 25 000 dollars pour un point donné;

c) Des délais fermes doivent être fixés pour que les rapports des organes subsidiaires qui doivent être examinés par la Cinquième Commission soient présentés au plus tôt;

d) Un minimum de 48 heures doit être prévu entre la présentation d'une proposition impliquant des dépenses et le vote sur cette proposition, afin de permettre au Secrétaire général d'établir et de présenter l'état des incidences administratives et financières s'y rapportant."

K. Documentation

16. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 28 de sa décision 34/401 (ibid.), ainsi conçu :

/...

"28. L'Assemblée générale et ses grandes commissions doivent se borner à prendre acte des rapports du Secrétaire général ou des organes subsidiaires qui n'appellent pas de décision de la part de l'Assemblée, sans tenir de débat ni adopter de résolution, à moins que le Secrétaire général ou l'organe intéressé ne le demande expressément."

17. Le Secrétaire général se doit de souligner une fois de plus que l'augmentation du volume de la documentation constitue l'un des problèmes les plus critiques auxquels les Etats Membres et le Secrétariat doivent faire face. A cet égard, le Bureau voudra peut-être recommander que l'Assemblée générale prie instamment tous les Etats Membres et tous les organes subsidiaires de faire preuve de la plus grande modération lorsqu'ils demandent que des textes soient distribués comme documents officiels de l'Assemblée.

L. Résolutions

18. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 32 de sa décision 34/401 (ibid.), qui est ainsi conçu :

"32. Chaque fois que cela sera possible, les résolutions demandant qu'une question soit examinée à une session ultérieure ne doivent pas donner lieu à l'inscription d'un nouveau point distinct à l'ordre du jour et l'examen de la question doit se dérouler dans le cadre du point au titre duquel la résolution a été adoptée."

M. Conférences spéciales

19. Le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur la recommandation 6 du Comité des conférences, que l'Assemblée a adoptée au paragraphe b) de sa décision 34/405 et qui est ainsi conçue :

"Le Comité, eu égard aux difficultés que rencontre le Secrétariat, d'une part, pour préparer convenablement les réunions, notamment pour distribuer la documentation en temps voulu, et les Etats Membres, d'autre part, pour participer pleinement aux réunions, recommande à l'Assemblée générale de donner pour instructions aux grandes commissions de revoir le nombre de conférences spéciales de l'ONU déjà proposées et prévues dans leurs domaines d'activité respectifs avant de décider de réunir des conférences spéciales nouvelles et supplémentaires, tenant compte ainsi des passages pertinents de la résolution 33/55 de l'Assemblée générale."

N. Réunions d'organes subsidiaires

20. Conformément au paragraphe 34 de la décision 34/401 (ibid.) de l'Assemblée générale, aucun organe subsidiaire de l'Assemblée générale ne doit être autorisé à se réunir au Siège de l'Organisation pendant une session ordinaire de l'Assemblée, si ce n'est avec l'assentiment exprès de celle-ci. A ce sujet, le Secrétaire général

souhaite appeler l'attention du Bureau sur une lettre datée du 14 septembre 1982 (A/37/450) dans laquelle le Président du Comité des conférences a informé le Président de l'Assemblée générale que, eu égard à des circonstances spéciales, le Comité avait recommandé que les organes subsidiaires ci-après soient autorisés à se réunir pendant la trente-septième session :

- a) Comité spécial de l'océan Indien;
- b) Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

21. Toutes les dispositions concernant l'inscription de questions à l'ordre du jour de la trente-septième session ont été communiquées aux Etats Membres, dans les documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire de la trente-septième session (A/37/150);
- b) Liste supplémentaire de questions (A/37/200);
- c) Demande d'inscription d'une question additionnelle (A/37/241).

Les questions proposées pour inscription sont énumérées dans le projet d'ordre du jour, qui figure au paragraphe 23 ci-après.

22. Etant donné le grand nombre de questions inscrites au projet d'ordre du jour, le Secrétaire général souhaite rappeler que le Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale a recommandé aux Etats Membres d'examiner l'ordre du jour en vue d'éliminer les questions qui avaient perdu leur caractère d'urgence ou d'actualité, qui n'étaient pas prêtes à être discutées, ou qui pouvaient être traitées et même résolues tout aussi bien par des organes subsidiaires de l'Assemblée générale, et de renvoyer certaines questions à d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou à des institutions spécialisées, selon la nature de la question (A/520/Rev.14, annexe V, par. 19 et 22). A cet égard, le Bureau pourrait envisager :

- a) De regrouper des questions connexes sous un énoncé unique;
- b) D'échelonner l'examen d'un nombre plus important de questions sur deux années ou plus.

23. Sous réserve des recommandations que le Bureau pourra faire en ce qui concerne le paragraphe 22 ci-dessus, les questions suivantes seraient inscrites au projet d'ordre du jour de la trente-septième session 1/ :

1/ Abréviations utilisées dans le présent document :

- (P.) : question inscrite à l'ordre du jour provisoire (A/37/150);
- (S.) : question figurant sur la liste supplémentaire (A/37/200);
- (A.) : question additionnelle (A/37/241).

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation iraquienne (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).
3. Pouvoirs des représentants à la trente-septième session de l'Assemblée générale (P.3) :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (P.4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (P.5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (P.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (P.8) :
 - a) Rapport du Bureau;
 - b) Organes subsidiaires de l'Assemblée générale.
9. Débat général (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social (P.12).
13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.14)
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (P.15) :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social.

/...

16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (P.16) :
- a) Election de quinze membres du Conseil du développement industriel;
 - b) Election de dix-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - c) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - d) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
 - e) Election des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
 - f) Election de dix-sept membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international;
 - g) Election du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.17) :
- a) Nomination de cinq membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Nomination de six membres du Comité des contributions;
 - c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
 - d) Confirmation de la nomination de trois membres du Comité des placements;
 - e) Nomination de trois membres du Tribunal administratif des Nations Unies;
 - f) Commission de la fonction publique internationale :
 - i) Nomination de cinq membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Président et du Vice-Président de la Commission;
 - g) Nomination de trois membres et de trois membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies;
 - h) Nomination des membres du Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme;
 - i) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;
 - j) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

/...

- k) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie;
 - l) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral.
18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.18) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
19. Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (P.19).
20. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (P.20).
21. Examen et adoption du projet révisé de Charte mondiale de la nature : rapport du Secrétaire général (P.21).
22. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (P.22).
23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général (P.23).
24. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.24).
25. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique (P.26).
27. Préparation de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (P.27).
28. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (P.28).
29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.29).

/...

30. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (P.30).
31. Question de Palestine (P.31) :
- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
 - b) Rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la question de Palestine;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
32. Question de Namibie (P.32) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
33. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.33) :
- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
 - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
34. La situation au Moyen-Orient : rapports du Secrétaire général (P.34).
35. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (P.35).
36. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (P.36).
37. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (P.37) 2/.
38. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (P.38) 2/.

2/ L'inscription de cette question à l'ordre du jour provisoire de la trente-septième session est subordonnée à toute décision que l'Assemblée générale pourra prendre à la dernière séance de sa trente-sixième session, le 20 septembre 1982.

/...

39. Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde : rapport du Secrétaire général (P.39).
40. Réduction des budgets militaires (P.40) :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
41. Application de la résolution 36/83 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (P.41).
42. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.42).
43. Application de la résolution 36/85 de l'Assemblée générale : rapport du Comité du désarmement (P.43).
44. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique : rapport du Secrétaire général (P.44).
45. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (P.45).
46. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (P.46).
47. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport du Comité du désarmement (P.47).
48. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.48).
49. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement (P.49).
50. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (P.50) :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport du Comité du désarmement;
 - c) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;

/...

- d) Armes nucléaires sous tous les aspects : rapport du Comité du désarmement;
 - e) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - f) Non-recours aux armes nucléaires et prévention de la guerre nucléaire;
 - g) Interdiction de l'arme nucléaire à neutrons : rapport du Comité du désarmement;
 - h) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire : rapport du Comité du désarmement.
51. Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (P.51).
52. Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.52).
53. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.53).
54. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (P.54) :
- a) Rapport du Comité du désarmement;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
55. Désarmement général et complet (P.55) :
- a) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques : rapport du Comité du désarmement;
 - b) Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et interdiction des systèmes antisatellites : rapport du Comité du désarmement;
 - c) Arrangements institutionnels relatifs au processus du désarmement;
 - d) Non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas actuellement : rapport du Comité du désarmement;
 - e) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armements : rapport du Comité du désarmement;
 - f) Négociations sur la limitation des armes stratégiques.

56. Armement nucléaire israélien : rapport du Secrétaire général (P.56).
57. Conclusion d'un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité du désarmement (P.57).
58. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats : rapport du Secrétaire général (P.58).
59. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général (P.59).
60. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (P.60).
61. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (P.61).
62. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.62) :
 - a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
 - b) Deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique :
 - i) Rapport du Comité préparatoire de la Conférence;
 - ii) Rapport de la Conférence.
63. Elaboration d'une convention internationale sur les principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.63).
64. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (P.64).
65. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.65) :
 - a) Rapport du Commissaire général;
 - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
 - d) Rapports du Secrétaire général.

/...

66. Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général (P.66).
67. Questions relatives à l'information (P.67) :
- a) Rapport du Comité de l'information;
 - b) Rapport du Secrétaire général;
 - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
68. Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte : rapport du Secrétaire général (P.68).
69. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (P.69).
70. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (P.70).
71. Développement et coopération économique internationale (P.71) :
- a) Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;
 - b) Charte des droits et devoirs économiques des Etats;
 - c) Commerce et développement :
 - i) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
 - iii) Rapports du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
 - d) Industrialisation :
 - i) Rapport du Conseil du développement industriel;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
 - e) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement;
 - f) Problèmes alimentaires :
 - i) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
 - g) Coopération économique et technique entre pays en développement;

- h) Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
 - i) Environnement :
 - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur sa session d'un caractère particulier et sur sa dixième session;
 - ii) Rapports du Secrétaire général;
 - j) Etablissements humains :
 - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
 - ii) Rapports du Secrétaire général;
 - k) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapport du Secrétaire général;
 - l) Tendances à long terme du développement économique : rapport du Secrétaire général;
 - m) Fonds spécial des Nations Unies;
 - n) Sources d'énergie nouvelles et renouvelables :
 - i) Rapport du Comité intérimaire des sources d'énergie nouvelles et renouvelables;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
 - o) Application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés : rapport du Secrétaire général.
72. Activités opérationnelles pour le développement (P.72) :
- a) Activités opérationnelles pour le développement dans le cadre du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement : rapport du Secrétaire général;
 - c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - d) Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles;
 - e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
 - f) Programme des Volontaires des Nations Unies;

- g) Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
 - h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - i) Programme alimentaire mondial;
 - j) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.
73. Formation et recherche (P.73) :
- a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général;
 - b) Université des Nations Unies : rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies.
74. Assistance économique spécial et secours en cas de catastrophe (P.74) :
- a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : rapports du Secrétaire général;
 - b) Programmes spéciaux d'assistance économique : rapports du Secrétaire général;
 - c) Réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne : rapport du Secrétaire général.
75. Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (P.75).
76. Application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général (P.76).
77. Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix : rapport du Secrétaire général (P.77).
78. Situation sociale dans le monde : rapports du Secrétaire général (P.78).
79. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P. 79).

80. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.80) :
- a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;
 - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général;
 - c) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général.
81. Politiques et programmes relatifs à la jeunesse : rapport du Secrétaire général (P.81).
82. Question des personnes âgées et des vieillards : rapports du Secrétaire général (P.82).
83. Assemblée mondiale sur le vieillissement (P.83).
84. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (P.84).
85. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (P.85).
86. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (P.86).
87. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (P.87) :
- a) Rapport du Comité des droits de l'homme;
 - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général;
 - c) Publicité concernant les travaux du Comité des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général;
 - d) Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant l'abolition de la peine de mort : rapport du Secrétaire général.
88. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (P.88) :
- a) Déclarations unilatérales des Etats Membres contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : rapport du Secrétaire général;
 - b) Projet de code d'éthique médicale : rapport du Secrétaire général.

89. Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées : rapport du Secrétaire général (P.89).
90. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (P.90) :
 - a) Rapport du Haut Commissaire;
 - b) Question du maintien du Haut Commissariat;
 - c) Assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général.
91. Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (P.91) :
 - a) Application du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général;
 - b) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général;
 - c) Projet de déclaration sur la participation des femmes à la lutte pour le renforcement de la paix internationale et le règlement d'autres problèmes nationaux et internationaux d'importance vitale : rapport du Secrétaire général.
92. Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général (P.92).
93. Campagne internationale contre le trafic des drogues : rapport du Secrétaire général (P.93).
94. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (P.94).
95. Nouvel ordre humanitaire international : rapport du Secrétaire général (P.95).
96. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (P.96) :
 - a) Rapport du Secrétaire général;
 - b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
97. Question du Timor oriental (P.97) :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.

98. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe (P.98) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
99. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (P.99) :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
100. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (P.100).
101. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (P.101).
102. Rapports financiers et comptes et rapports du Comité des commissaires aux comptes (P.102) :
- a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - h) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
 - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains.

/...

103. Budget-programme de l'exercice biennal 1982-1983 (P.103).
104. Planification des programmes (P.104) :
- a) Rapport du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Plan à moyen terme pour la période 1984-1989;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
105. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (P.105) :
- a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
106. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.106) :
- a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Incidences de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies;
 - c) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général.
107. Corps commun d'inspection : rapports du Corps commun d'inspection (P.107).
108. Plan des conférences (P.108) :
- a) Rapport du Comité des conférences;
 - b) Rapports du Secrétaire général.
109. Contrôle et limitation de la documentation (P.109).
110. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (P.110).
111. Questions relatives au personnel (P.111) :
- a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
 - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés : rapport du Secrétaire général;
 - c) Autres questions relatives au personnel.

112. Rapport de la Commission de la fonction publique internationale (P.112).
113. Régime des pensions des Nations Unies (P.113) :
- a) Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;
 - b) Rapports du Secrétaire général.
114. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (P.114) :
- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageant : rapport du Secrétaire général;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban : rapport du Secrétaire général.
115. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (P.115).
116. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (P.116).
117. Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales (P.117) :
- a) Résolution concernant le statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général;
 - b) Résolution concernant l'application de la Convention dans les activités futures des organisations internationales.
118. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe de non-recours à la force dans les relations internationales (P.118).
119. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quinzième session (P.119).
120. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (P.120).
121. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (P.121).
122. Règlement pacifique des différends entre Etats (P.122).

/...

123. Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux : rapport du Secrétaire général (P.123).
124. Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dettes d'Etat : rapport du Secrétaire général (P.124).
125. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-quatrième session (P.125).
126. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (P.126).
127. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (P.127) :
 - a) Rapport du Comité spécial;
 - b) Mise à jour du Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité et du Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies : rapport du Secrétaire général.
128. Projet de déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (P.128).
129. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (P.129).
130. Projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (P.130).
131. Question d'un nouvel examen de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux (P.131).
132. Etat des signatures et des ratifications des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) (P.132).
133. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (P.133) :
 - a) Rapport du Comité du désarmement;
 - b) Application de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement et examen des initiatives et propositions des Etats Membres;
 - c) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - d) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général.

134. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq (S.1).
135. Nouvel ordre humain international (S.2).
136. Question des îles Malvinas (S.3).
137. Question de Porto Rico (S.4).
138. Rapport entre le désarmement et le développement (S.5).
139. Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales (A.1).

IV. REPARTITION DES QUESTIONS INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR

24. La répartition des questions qui est indiquée au paragraphe 37 ci-après s'inspire du plan adopté les années précédentes par l'Assemblée générale. Toutefois, le Secrétaire général est persuadé que les délégations voudront répartir ces questions de telle sorte que l'efficacité des travaux de l'Assemblée générale et les résultats obtenus s'en trouvent renforcés. A cet égard, le Bureau souhaitera peut-être appeler l'attention de l'Assemblée générale sur le paragraphe 4 de sa décision 34/401 (A/520/Rev.14, annexe VI), qui se lit comme suit :

"4. Les questions de fond doivent, en règle générale, être examinées d'abord par une grande commission et, par conséquent, les questions réservées auparavant aux séances plénières doivent désormais être renvoyées à une grande commission, à moins que les circonstances n'exigent qu'elles continuent à être examinées en séance plénière."

25. Les points suivants du projet d'ordre du jour n'ont pas été examinés antérieurement comme points séparés par l'Assemblée générale :

131. Question d'un nouvel examen de la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux (P.131).
132. Etat des signatures et des ratifications des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II) (P.132).
134. Conséquences de la prolongation du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq (S.1).
135. Nouvel ordre humain international (S.2).
136. Question des îles Malvinas (S.3).
137. Question de Porto Rico (S.4).
138. Rapport entre le désarmement et le développement (S.5).
139. Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales (A.1).

Les auteurs des demandes d'inscription de ces points à l'ordre du jour ont suggéré que les questions soient réparties de la façon suivante :

/...

Point 131	Commission politique spéciale
Point 132	Sixième Commission
Point 134	Séances plénières
Point 135	Troisième Commission
Point 136	Séances plénières
Point 137	Quatrième Commission
Point 138	Première Commission
Point 139	Première Commission

26. En ce qui concerne le point 8 du projet d'ordre du jour (Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux), le Bureau voudra peut-être recommander d'en renvoyer de nouveau l'alinéa b) (Organes subsidiaires de l'Assemblée générale) à la Cinquième Commission et proposer qu'il soit examiné dans le cadre du point 108 du projet d'ordre du jour (Plan des conférences).

27. En ce qui concerne le point 12 (Rapport du Conseil économique et social), le Secrétaire général propose, comme les années précédentes, de répartir les différents chapitres du rapport entre les grandes commissions en fonction de la compétence de chacune d'entre elles ou bien de les examiner en séances plénières. Compte tenu de cette considération, le Secrétaire général recommande que les différents chapitres du rapport se répartissent comme suit 3/ :

Chapitre I	Séances plénières
Chapitre II	
a) Aspects de fond	Deuxième et Troisième Commissions
b) Aspects administratifs et budgétaires	Cinquième Commission
Chapitre III	
Section A	Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions

3/ A/37/3 (Parties I à III) : à paraître ultérieurement en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session (A/37/3).

Section B

- a) Aspects de fond Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Section C

- a) Aspects de fond Deuxième et Troisième Commissions
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Section D

- a) Aspects de fond Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Section E

- a) Aspects de fond Séances plénières
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Sections F et G

- a) Aspects de fond Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Section H Deuxième Commission

Section I Troisième Commission

Section J Deuxième Commission

Section K

- a) Aspects de fond Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Chapitre IV

Sections A à C

- a) Aspects de fond Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission
- Section D Deuxième et Troisième Commissions

Sections E à K

- a) Aspects de fond Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Chapitre V

Sections A à C

- a) Aspects de fond Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Chapitre VI

Sections A et B

- a) Aspects de fond Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission
- Section C Deuxième, Troisième et
Cinquième Commissions
- Section D Séances plénières, Deuxième et
Quatrième Commissions

Section E

- a) Aspects de fond Deuxième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

/...

Chapitre VII

- a) Aspects de fond Troisième Commission
- b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission

Chapitre VIII Séances plénières, Deuxième,
Troisième et Cinquième
Commissions

Chapitre IX

- Sections A et B Séances plénières
- Section C Séances plénières et Cinquième
Commission
- Section D Deuxième Commission
- Section E Deuxième et Cinquième Commissions
- Section F Séances plénières et Troisième
Commission
- Section G Séances plénières et Deuxième
Commission
- Section H Séances plénières et Cinquième
Commission
- Section I Deuxième Commission
- Section J
 - a) Aspects de fond Deuxième Commission
 - b) Aspects administratifs et
budgétaires Cinquième Commission
- Section K Cinquième Commission

28. En ce qui concerne le point 18 du projet d'ordre du jour (Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux), le Bureau voudra peut-être envisager la possibilité de renvoyer à la Quatrième Commission, comme cela a été fait lors de sessions précédentes, tous les chapitres du rapport du Comité spécial (A/37/23) qui ont trait à des territoires particuliers. Cela permettrait de nouveau à l'Assemblée générale d'examiner en séances plénières la question de l'application de la Déclaration en général.

/...

29. En ce qui concerne le point 32 du projet d'ordre du jour (Question de Namibie), le Bureau se souviendra qu'à sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séances plénières, étant entendu que les auditions des organisations intéressées auraient lieu à la Quatrième Commission (voir A/36/PV.4).

30. En ce qui concerne le point 33 du projet d'ordre du jour (Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain), le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur ce qui suit :

a) A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séances plénières, étant entendu que les représentants de l'Organisation de l'unité africaine et des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine seraient autorisés à participer à l'examen de ce point en séances plénières et que les organisations portant un intérêt particulier à cette question seraient autorisées à se faire entendre par la Commission politique spéciale (voir A/36/PV.4).

b) A sa 494ème séance, le 2 avril 1982, le Comité spécial contre l'apartheid, en examinant le programme de l'Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, a décidé de recommander à l'Assemblée générale de consacrer à l'Année une séance spéciale, le 5 novembre 1982.

31. En ce qui concerne le point 37 du projet d'ordre du jour (Question de Chypre), le Bureau se souviendra qu'à sa trente-quatrième session 4/, l'Assemblée générale a décidé d'examiner ce point directement en séances plénières, étant entendu qu'elle inviterait, lors de l'examen de la question, la Commission politique spéciale à se réunir afin de donner aux représentants des communautés chypriotes la possibilité de prendre la parole devant la Commission pour exprimer leurs vues, et qu'elle reprendrait ensuite l'examen de la question en tenant compte du rapport de la Commission politique spéciale (voir A/34/PV.4).

32. En ce qui concerne le point 55 du projet d'ordre du jour (Désarmement général et complet), le Secrétaire général souhaite appeler l'attention du Bureau sur le fait que certaines parties du rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/37/382), qui doit être directement examiné en séances plénières au titre du point 14, portent sur la question dont traite le point 55. C'est pourquoi le Bureau voudra peut-être recommander que les paragraphes pertinents de ce rapport soient portés à l'attention de la Première Commission dans le cadre de son examen du point 55.

33. En ce qui concerne le point 71 k du projet d'ordre du jour (Participation effective et intégration des femmes au développement), le Secrétaire général souhaite rappeler qu'au paragraphe 1 de sa résolution 36/127, l'Assemblée générale

4/ Ce point n'a pas été examiné au cours des trente-cinquième et trente-sixième sessions.

a recommandé, à la lumière des paragraphes 80 à 82 du rapport du Groupe de travail sur les aspects sociaux des activités de développement des Nations Unies, que les documents relatifs à l'intégration des femmes au développement soient mis à la disposition de la Troisième Commission au titre du point de l'ordre du jour pertinent.

34. En ce qui concerne le point 104 du projet d'ordre du jour (Planification des programmes), le Secrétaire général souhaite rappeler qu'au paragraphe 21 de la section I de sa résolution 36/223 A, l'Assemblée générale a fait siennes les conclusions et recommandations énoncées dans le rapport du Comité du programme et de la coordination concernant l'établissement d'un ordre de priorité entre les programmes 5/. Au paragraphe 471 de ce rapport, le Comité recommandait que chaque chapitre du projet de plan à moyen terme soit soumis à la grande commission de l'Assemblée générale compétente en la matière avant que le plan dans son ensemble soit adopté par l'Assemblée générale en séance plénière.

35. En ce qui concerne le point 128 du projet d'ordre du jour (Projet de déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international), le Secrétaire général souhaite rappeler qu'au paragraphe 1 de sa résolution 36/167, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa trente-septième session en vue de la renvoyer éventuellement à la Sixième Commission.

36. En ce qui concerne le point 130 du projet d'ordre du jour (Projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies), le Secrétaire général souhaite rappeler que dans sa décision 36/427, l'Assemblée générale a décidé de reporter à sa trente-septième session l'examen de la question du projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies, qui avait été examinée par la Cinquième Commission à la trente-sixième session, et de la renvoyer à la Sixième Commission.

37. Sous réserve des modifications que pourrait apporter le Bureau, à la lumière des observations figurant aux paragraphes 25 à 36 ci-dessus, la répartition des questions inscrites au projet d'ordre du jour, compte tenu de la pratique suivie les années précédentes, serait la suivante 6/ :

5/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session (A/36/38), chap. VII.

6/ Pour les abréviations utilisées dans la répartition des questions, voir la note 1.

Séances plénières

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation iraquienne (P.1).
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation (P.2).
3. Pouvoirs des représentants à la trente-septième session de l'Assemblée générale (P.3) :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
4. Election du Président de l'Assemblée générale (P.4).
5. Election des bureaux des grandes commissions (P.5).
6. Election des vice-présidents de l'Assemblée générale (P.6).
7. Communication faite par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 2 de l'Article 12 de la Charte des Nations Unies (P.7).
8. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (P.8) 7/ :
 - a) Rapport du Bureau.
9. Débat général (P.9).
10. Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (P.10).
11. Rapport du Conseil de sécurité (P.11).
12. Rapport du Conseil économique et social /Chapitres I, III (section E), VI (section D), VIII et IX (sections A à C, F, G et H)/ (P.12) 8/.

7/ Pour l'alinéa b), voir "Cinquième Commission", point 14; voir également par. 26.

8/ Les chapitres du rapport énumérés ci-après seraient également renvoyés aux Deuxième, Troisième, Quatrième et Cinquième Commissions, selon la répartition suivante :

- a) Chapitre IX (section G) Deuxième Commission
- b) Chapitre IX (section F) Troisième Commission
- c) Chapitres III (section E) et IX (sections C et H)..Cinquième Commission
- d) Chapitre VI (section D) Deuxième et Quatrième Commissions
- e) Chapitre VIII Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions.

/...

13. Rapport de la Cour internationale de Justice (P.13).
14. Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (P.14) 9/.
15. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes principaux (P.15) :
 - a) Election de cinq membres non permanents du Conseil de sécurité;
 - b) Election de dix-huit membres du Conseil économique et social.
16. Elections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections (P.16) :
 - a) Election de quinze membres du Conseil du développement industriel;
 - b) Election de dix-neuf membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - c) Election de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation;
 - d) Election de sept membres du Comité du programme et de la coordination;
 - e) Election des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
 - f) Election de dix-sept membres de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international;
 - g) Election du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
17. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (P.17) 10/ :
 - h) Nomination des membres du Comité consultatif du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme;
 - i) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;
 - j) Confirmation de la nomination du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;
 - k) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie;
 - l) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif du Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral.

9/ Voir par. 32.

10/ Pour les alinéas a) à g), voir "Cinquième Commission", point 16.

18. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (P.18) 11/ :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
19. Admission de nouveaux Membres de l'Organisation des Nations Unies (P.19).
20. La situation au Kampuchea : rapport du Secrétaire général (P.20).
21. Examen et adoption du projet révisé de charte mondiale de la nature : rapport du Secrétaire général (P.21).
22. Coopération entre l'Organisation des Nations unies et l'Organisation de la Conférence islamique : rapport du Secrétaire général (P.22).
23. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général (P.23).
24. Agression armée israélienne contre les installations nucléaires iraqiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.24).
25. La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales : rapport du Secrétaire général (P.25).
26. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Comité consultatif juridique afro-asiatique (P.26).
27. Préparation de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire : rapport du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (P.27).
28. Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (P.28).
29. Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine : rapport du Secrétaire général (P.29).

11/ Voir par. 28.

30. Question de l'île comorienne de Mayotte : rapport du Secrétaire général (P.30).
31. Question de Palestine (P.31) :
- a) Rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien;
 - b) Rapport du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la question de Palestine;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
32. Question de Namibie (P.32) 12/ :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
33. Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (P.33) 13/ :
- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
 - b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
34. La situation au Moyen-Orient : rapports du Secrétaire général (P.34).
35. Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est (P.35).
36. Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres (P.36).
37. Question de Chypre : rapport du Secrétaire général (P.37) 14/.
38. Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement (P.38) 14/.

12/ Voir par. 29.

13/ Voir par. 30.

14/ Voir par. 31; voir également note 2/.

Première Commission

1. Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et ses effets profondément nuisibles sur la paix et la sécurité dans le monde : rapport du Secrétaire général (P.39).
2. Réduction des budgets militaires (P.40) :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
3. Application de la résolution 36/83 de l'Assemblée générale relative à la signature et à la ratification du Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco) (P.41).
4. Cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.42).
5. Application de la résolution 36/85 de l'Assemblée générale : rapport du Comité du désarmement (P.43).
6. Application de la Déclaration sur la dénucléarisation de l'Afrique : rapport du Secrétaire général (P.44).
7. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient (P.45).
8. Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud : rapport du Secrétaire général (P.46).
9. Interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes de telles armes : rapport du Comité du désarmement (P.47).
10. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix : rapport du Comité spécial de l'océan Indien (P.48).
11. Conférence mondiale du désarmement : rapport du Comité ad hoc pour la Conférence mondiale du désarmement (P.49).
12. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire (P.50) :
 - a) Rapport de la Commission du désarmement;
 - b) Rapport du Comité du désarmement;
 - c) Semaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;

/...

- d) Armes nucléaires sous tous les aspects : rapport du Comité du désarmement;
 - e) Etat des accords multilatéraux dans le domaine du désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - f) Non-recours aux armes nucléaires et prévention de la guerre nucléaire;
 - g) Interdiction de l'arme nucléaire à neutrons : rapport du Comité du désarmement;
 - h) Application des recommandations et décisions de la dixième session extraordinaire : rapport du Comité du désarmement.
13. Conférence des Nations Unies sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : rapport du Secrétaire général (P.51).
14. Conclusion d'une convention internationale sur le renforcement de la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.52).
15. Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires : rapport du Comité du désarmement (P.53).
16. Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (P.54) :
- a) Rapport du Comité du désarmement;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
17. Désarmement général et complet (P.55) 15/ :
- a) Interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation d'armes radiologiques : rapport du Comité du désarmement;
 - b) Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et interdiction des systèmes antisatellites : rapport du Comité du désarmement;
 - c) Arrangements institutionnels relatifs au processus du désarmement;
 - d) Non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas actuellement : rapport du Comité du désarmement;

- e) Interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armements ; rapport du Comité du désarmement;
 - f) Négociations sur la limitation des armes stratégiques.
18. Armement nucléaire israélien : rapport du Secrétaire général (P.56).
 19. Conclusion d'un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique : rapport du Comité du désarmement (P.57).
 20. Développement et renforcement du bon voisinage entre Etats : rapport du Secrétaire général (P.58).
 21. Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale : rapport du Secrétaire général (P.59).
 22. Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale (P.133) :
 - a) Rapport du Comité du désarmement;
 - b) Application de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement et examen des initiatives et propositions des Etats Membres;
 - c) Programme de bourses d'études des Nations Unies sur le désarmement : rapport du Secrétaire général;
 - d) Campagne mondiale pour le désarmement : rapport du Secrétaire général.

Commission politique spéciale

1. Effets des rayonnements ionisants : rapport du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (P.60).
2. Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (P.61).
3. Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.62) :
 - a) Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique;
 - b) Deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique :
 - i) Rapport du Comité préparatoire de la Conférence;
 - ii) Rapport de la Conférence.
4. Elaboration d'une convention internationale sur les principes régissant l'utilisation par les Etats de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe : rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (P.63).
5. Etude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects (P.64).
6. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (P.65) :
 - a) Rapport du Commissaire général;
 - b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
 - d) Rapports du Secrétaire général.

7. Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général (P.66).
8. Questions relatives à l'information (P.67) :
 - a) Rapport du Comité de l'information:
 - b) Rapport du Secrétaire général.
 - c) Rapport du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
9. Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte : rapport du Secrétaire général (P.68).
10. Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India (P.69).
11. Question de la composition des organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies (P.70).

Deuxième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social /chapitres II, III (sections A, C, D, H et J), IV, VI, VIII et IX (sections D, E, G, I et J)/ (P.12) 16/.
2. Développement et coopération économique internationale (P.71) :
 - a) Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement.
 - b) Charte des droits et devoirs économiques des Etats:
 - c) Commerce et développement :
 - i) Rapport du Conseil du commerce et du développement;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
 - iii) Rapports du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement:
 - d) Industrialisation :
 - i) Rapport du Conseil du développement industriel.
 - ii) Rapport du Secrétaire général;

16/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séances plénières ou renvoyés à la Troisième, à la Quatrième ou à la Cinquième Commission, comme suit :

- | | | |
|----|---|---|
| a) | Chapitre IX (section G) | Séances plénières |
| b) | Chapitre IV (section D) | Troisième Commission |
| c) | Chapitres III (section D), IV (sections A à C et E à K), VI (sections A, B et E) et IX (sections E et J)..... | Cinquième Commission |
| d) | Chapitre VI (section D) | Séances plénières et Quatrième Commission |
| e) | Chapitres II, III (sections A et C) et VI (section C) | Troisième et Cinquième Commissions |
| f) | Chapitre VIII | Séances plénières et Troisième et Cinquième Commissions |

Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

- e) Science et technique au service du développement : rapport du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement;
- f) Problèmes alimentaires :
 - i) Rapport du Conseil mondial de l'alimentation;
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
- g) Coopération économique et technique entre pays en développement;
- h) Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général;
- i) Environnement :
 - i) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur sa session d'un caractère particulier et sur sa dixième session;
 - ii) Rapports du Secrétaire général;
- j) Etablissements humains :
 - i) Rapport de la Commission des établissements humains;
 - ii) Rapports du Secrétaire général;
- k) Participation effective et intégration des femmes au développement : rapport du Secrétaire général 17/;
- l) Tendances à long terme du développement économique : rapport du Secrétaire général;
- m) Fonds spécial des Nations Unies.
- n) Sources d'énergie nouvelles et renouvelables :
 - i) Rapport du Comité intérimaire des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.
 - ii) Rapport du Secrétaire général;
- o) Application du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés : rapport du Secrétaire général.

17/ Voir par. 33.

3. Activités opérationnelles pour le développement (P.72) :
 - a) Activités opérationnelles pour le développement dans le cadre du système des Nations Unies : rapport du Secrétaire général.
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement : rapport du Secrétaire général;
 - c) Fonds d'équipement des Nations Unies;
 - d) Fonds autorenouvelable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles;
 - e) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.
 - f) Programme des Volontaires des Nations Unies;
 - g) Fonds spécial des Nations Unies pour les pays en développement sans littoral;
 - h) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - i) Programme alimentaire mondial;
 - j) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.
4. Formation et recherche (P.73) :
 - a) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche : rapport du Directeur général;
 - b) Université des Nations Unies : rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies.
5. Assistance économique spéciale et secours en cas de catastrophe (P.74) :
 - a) Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe : rapports du Secrétaire général;
 - b) Programmes spéciaux d'assistance économique : rapports du Secrétaire général;
 - c) Réalisation du programme de redressement et de relèvement à moyen et à long terme dans la région soudano-sahélienne : rapport du Secrétaire général.

/...

Troisième Commission

1. Rapport du Conseil économique et social /chapitres II, III (sections A à C, F, G, I et K), IV (section D), V, VI (section C), VII, VIII et IX (section F) / (P.12) 13/.
2. Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (P.75).
3. Application du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général (P.76).
4. Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix : rapport du Secrétaire général (P.77).
5. Situation sociale dans le monde : rapports du Secrétaire général (P.78).
6. Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Secrétaire général (P.79).

13/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séances plénières ou renvoyés à la Deuxième ou à la Cinquième Commission, comme suit :

- | | |
|--|---|
| a) Chapitre IX (section F) | Séances plénières |
| b) Chapitre IV (section D) | Deuxième Commission |
| c) Chapitres III (sections B, F, G et K), V et VII | Cinquième Commission |
| d) Chapitres II, III (sections A et C) et VI (section C) | Deuxième et Cinquième Commissions |
| e) Chapitre VIII | Séances plénières et Troisième et Cinquième Commissions |

Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

/...

7. Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (P.80) :
 - a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale:
 - b) Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général.
 - c) Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général.
8. Politiques et programmes relatifs à la jeunesse : rapport du Secrétaire général (P.81).
9. Question des personnes âgées et des vieillards : rapports du Secrétaire général (P.82).
10. Assemblée mondiale sur le vieillissement (P.83).
11. Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse (P.84).
12. Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique : rapport du Secrétaire général (P.85).
13. Question d'une convention relative aux droits de l'enfant (P.86).
14. Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (P.87) :
 - a) Rapport du Comité des droits de l'homme:
 - b) Etat du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques : rapport du Secrétaire général.
 - c) Publicité concernant les travaux du Comité des droits de l'homme : rapport du Secrétaire général.
 - d) Elaboration d'un deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant l'abolition de la peine de mort : rapport du Secrétaire général.
15. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (P.88) :
 - a) Déclarations unilatérales des Etats Membres contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : rapport du Secrétaire général;
 - b) Projet de code d'éthique médicale : rapport du Secrétaire général.

/...

16. Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées : rapport du Secrétaire général (P.89).
17. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (P.90) :
 - a) Rapport du Haut Commissaire.
 - b) Question du maintien du Haut Commissariat.
 - c) Assistance aux réfugiés en Afrique : rapport du Secrétaire général.
18. Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (P.91) :
 - a) Application du Programme d'action pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général.
 - b) Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme : rapport du Secrétaire général.
 - c) Projet de déclaration sur la participation des femmes à la lutte pour le renforcement de la paix internationale et le règlement d'autres problèmes nationaux et internationaux d'importance vitale : rapport du Secrétaire général.
19. Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes : rapport du Secrétaire général (P.92).
20. Campagne internationale contre le trafic des drogues : rapport du Secrétaire général (P.93).
21. Autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales (P.94).
22. Nouvel ordre humanitaire international : rapport du Secrétaire général (P.95).

Quatrième Commission

1. Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies (p. 96) :
 - a) Rapport du Secrétaire général;
 - b) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
2. Question du Timor oriental (p. 97) :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
3. Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe (p. 98) ;
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
4. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (p. 98) :
 - a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
5. Rapport du Conseil économique et social [chapitre VI (section D)] (p. 12) 19/.
6. Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe : rapport du Secrétaire général (p. 100).
7. Moyens d'étude et de formation offerts par des Etats Membres aux habitants des territoires non autonomes : rapport du Secrétaire général (p. 101).

19/ Le chapitre VI (section D) serait également examiné en séances plénières et renvoyé à la Deuxième Commission. Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

/...

8. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (p. 18) 20/ :
- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;
 - b) Rapport du Secrétaire général.

20/ Voir par. 28.

Cinquième Commission

1. Rapports financiers et comptes et rapports du Comité des commissaires aux comptes (p. 102) :
 - a) Organisation des Nations Unies;
 - b) Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Fonds des Nations Unies pour l'enfance;
 - d) Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;
 - e) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
 - f) Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
 - g) Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - h) Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population;
 - i) Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains.
2. Budget-programme de l'exercice biennal 1982-1983 (p. 103).
3. Planification des programmes (p. 104) : 21/ :
 - a) Rapport du Comité du programme et de la coordination;
 - b) Plan à moyen terme pour la période 1984-1989;
 - c) Rapports du Secrétaire général.
4. Crise financière de l'Organisation des Nations Unies (p. 105) :
 - a) Rapport du Comité de négociation sur la crise financière de l'Organisation des Nations Unies;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
5. Coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique (p. 106) :

21/ Voir par. 34.

- a) Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
 - b) Incidences de l'inflation et de l'instabilité monétaire sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.
 - c) Possibilité de créer un tribunal administratif unique : rapport du Secrétaire général;
6. Corps commun d'inspection : rapports du Corps commun d'inspection (p. 107).
7. Plan des conférences (p. 108) 22/ :
- a) Rapport du Comité des conférences;
 - b) Rapport du Secrétaire général.
8. Contrôle et limitation de la documentation (p. 109).
9. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Comité des contributions (p. 110).
10. Questions relatives au personnel (p. 111) :
- a) Composition du Secrétariat : rapport du Secrétaire général;
 - b) Respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés : rapport du Secrétaire général;
 - c) Autres questions relatives au personnel :
11. Rapport de la Commission de la fonction publique internationale (p. 112).
12. Régime des pensions des Nations Unies (p. 113) :
- a) Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;
 - b) Rapports du Secrétaire général.
13. Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (p. 114) :
- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégageement : rapport du Secrétaire général;
 - b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban, rapport du Secrétaire général.

22/ Voir par. 26.

14. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (p. 8) 23/.
- b) Organes subsidiaires de l'Assemblée générale.
15. Rapport du Conseil économique et social [chapitres II, III, (sections. A à G et sections K), IV (sections A à C et E à K), V, VI (sections A à C et section E), VII, VIII et IX (sections C, E, H, J et K) (p. 12) 24/.
16. Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (p. 17) 25/ :
- a) Nomination de cinq membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
- b) Nomination de six membres du Comité des contributions;
- c) Nomination d'un membre du Comité des commissaires aux comptes;
- d) Confirmation de la nomination de trois membres du Comité des placements;
- e) Nomination de trois membres du Tribunal administratif des Nations Unies;

23/ Pour l'alinéa a), voir "Séances plénières", point 8; voir aussi par. 26.

24/ Les chapitres suivants du rapport seraient également examinés en séances plénières et renvoyés à la Deuxième et à la Troisième Commission, comme suit :

- a) Chapitre III (section E), IX (section C et H) Séances plénières
- b) Chapitre III (section D), IV (sections A à C et E à K), VI, (sections A, B et E) et IX (sections E et J) Deuxième Commission
- c) Chapitres III (sections B, F, G et K), V et VII Troisième Commission
- d) Chapitres II, III (sections A et C et VI (section C) .. Deuxième et Troisième Commissions
- e) Chapitre II Séances plénières et Deuxième et Troisième Commissions

Voir le paragraphe 27 pour complément d'information.

25/ Pour les alinéas h) à l), voir "Séances plénières", point 17.

/...

- f) Commission de la fonction publique internationale.
 - i) Nomination de cinq membres de la Commission;
 - ii) Désignation du Président et du Vice-Président de la Commission.
- g) Nomination de trois membres et de trois autres membre suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

Sixième Commission

1. Projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité : rapport du Secrétaire général (p. 115) ;
2. Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international : rapport du Secrétaire général (p. 116).
3. Résolutions adoptées par la Conférence des Nations Unies sur la représentation des Etats dans leurs relations avec les organisations internationales (p. 117) :
 - a) Résolution concernant le statut d'observateur des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine ou la Ligue des Etats arabes : rapport du Secrétaire général;
 - b) Résolution concernant l'application de la Convention dans les activités futures des organisations internationales.
4. Rapport du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales (p. 118).
5. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa quinzième session (p. 119).
6. Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires : rapport du Secrétaire général (p. 120).
7. Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires (p. 121).
8. Règlement pacifique des différends entre Etats (p. 122).
9. Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux : rapport du Secrétaire général (p. 123).
10. Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dettes d'Etat : rapport du Secrétaire général (p. 124).
11. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa trente-quatrième session (p. 125).
12. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (p. 126).
13. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (p. 127) :
 - a) Rapport du Comité spécial;

- b) Mise à jour du Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité et du Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies : rapport du Secrétaire général.
14. Projet de déclaration sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adoption et de placement familial sur les plans national et international (p. 128) 26/.
15. Projet d'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement (p. 129).
16. Projet de règlement intérieur type pour les conférences de l'Organisation des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (p. 130) 27/.
-

26/ Voir par. 35.

27/ Voir par. 36.